

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

BULLETIN DE LIAISON



SOMMAIRE

1. Éditorial.....	1
2. Première Rencontre régionale Afrique de la MMF : un grand succès !.....	2
3. 2009 : L'année des Rencontres régionales de la MMF.....	4
4. Réunion du CI : préparation de l'Action de 2010 et mobilisation.....	5
5. D'ici à notre Action internationale de 2010 : Québec, Brésil, matériel promotionnel... ..	6
6. Analyse théorique et demandes pratiques :	
un nouveau pas vers la préparation de notre troisième Action Internationale.....	7
7. Les luttes des femmes Arabes.....	8
8. La construction de la solidarité entre la Société civile iraquienne et le mouvement global.....	9
9. Les femmes protestent contre l'emprisonnement arbitraire des activistes en Turquie.....	10
10. Les sommets renforcent l'organisation de la lutte indigène.....	11
11. La mobilisation des activistes de la MMF au Népal.....	12
12. Les femmes palestiniennes, les femmes israéliennes et leurs luttes.....	12
13. La MMF et les mobilisations globales en 2009 !	14
14. Agenda / Prochain bulletin.....	16
15. Contacts.....	17

ÉDITORIAL

Chères copines,

Au fil des dernières années, nous avons convenu que notre mouvement devrait avoir pour but d'agir en tant que réseau apportant des réponses rapides, s'avérant solidaire, et mettant en pratique des actions en faveur des femmes et des hommes en situation d'urgence partout dans le monde. Pour ce, nous mettons en commun les informations des CNs et des membres et alliés, et nous mobilisons des manifestations et autres actions (pétitions, rassemblements devant les ambassades de nos pays, boycott des entreprises multinationales, etc) visant à faire pression sur les gouvernements et entreprises qui menacent

les droits de ceux qui s'organisent et vivent dignement.

Au cours du dernier mois, nous avons malheureusement dû mettre en pratique nos aspirations plusieurs fois. D'abord en Turquie, pour exiger la libération des activistes, dont la plupart syndicalistes, arrêtées de façon illégale à la fin du mois de mai (22 personnes dont 4 copines de la Marche mondiale des femmes se trouvent encore en garde à vue - lisez l'article ci-dessous). Puis au Pérou, pour protester contre la violence extrême et la répression menées par le gouvernement d'Alan García contre les peuples autochtones de l'Amazonie

péruvienne (lisez l'article ci-dessous). Et enfin, pour soutenir la lutte du peuple de Haïti non seulement pour un salaire minimum juste mais encore contre la violence menée par les forces de «paix» de l'ONU dans ce pays.

Outre ces moments pendant lesquels nous devons témoigner de notre solidarité en étant agiles et pertinentes, nous devons aussi observer la nécessité de lutter auprès d'autres mouvements contre la criminalisation et la répression violente des mouvements sociaux. Pendant nos actions de 2010, en plus de l'affirmation de nos demandes et engagements tenus au niveau international et national, nous pouvons aussi témoigner notre solidarité, en dénonçant des cas concrets de violation des

droits des femmes et peuples, et exiger que les gouvernements et parlements de nos pays et régions en soient rendus responsables.

Nous suivons également de près la situation en Iran et au Honduras par les témoignages des militantes et copines de notre mouvement. Etant donné la spécificité des raisons et contextes politiques, nos copines vivent des moments critiques dans lesquels notre solidarité et notre capacité à diffuser l'information et l'analyse de celles et ceux qui y luttent pour la justice et la liberté s'avèrent des éléments-clé.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !

PREMIÈRE RENCONTRE RÉGIONALE AFRIQUE DE LA MMF : UN GRAND SUCCÈS !

La 1ère Rencontre Africaine de la Marche mondiale des femmes qui s'est tenue à Bamako / Mali du 28 au 30 mai 2009, a regroupé 59 femmes des 20 pays que : Algérie, Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République Centre-Africaine, République Démocratique du Congo, Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Kenya, Lesotho, Mali, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Sahara Occidental, Sénégal, Afrique du Sud et Zimbabwe. Un des indicateurs de succès de cette 1ère rencontre est la forte représentation de jeunes.

Nous avons eu le bénéfice de la présence de copines de Belgique, Brésil, France et Portugal en tant qu'invitées et interprètes, ce qui a permis que les échanges se fassent en trois langues – français, anglais et portugais. La couverture médiatique en Français a été organisée avec le concours de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie) et la mobilisation des bénévoles du Mali, de la France et du Burkina Faso (la jeune étudiante en journalisme bénéficiaire de la bourse d'études lors de notre Action internationale en 2005).

La Rencontre s'est ouverte avec les interventions des organisatrices et des autorités nationales, suivies de manifestations culturelles. Les travaux se sont poursuivis avec un débat sur le contexte sociopolitique actuel (crise financière, économie mondialisée, les alternatives de l'Afrique). Pour ce qui est des alternatives il



Femmes de plus de 20 pays de Afrique ont participé à la Ire Rencontre régionale Africaine de la MMF

est ressorti que l'Afrique doit avoir confiance en elle-même, en ses valeurs, par exemple consommer ce que nous produisons et nous battre pour un leadership qui prend en compte les besoins des femmes. Tout l'après-midi a été consacré aux débats en groupes sur les Champs d'actions (voir ci-dessous).

La deuxième journée a été dédiée à l'organisation de l'Action internationale de 2010, aux alliances et au travail commun dans la région. Trois pays travaillent déjà à réaliser des marches au mois de mars 2010 : Mali, Mozambique et Sahara Occidental. Les autres auront des discussions sur ce thème

prochainement. De plus, les organisations de la MMF en République Démocratique du Congo diffusent les informations chez eux sur notre mobilisation d'octobre 2010 et préparent une réunion nationale. En outre, des militantes du Kenya se préparent pour une caravane qui ira de Nairobi à Bukavu, Sud Kivu, RDC.

Pour faire le suivi de la construction de la MMM en Afrique – en commençant par l'Action de 2010 – un Comité de coordination régionale a été créé ; il est composé des représentantes de la région au Comité international (Nana Aicha Cissé et Wilhelmina Trout), pour l'Afrique Est – Diane Wanjiru Waituika du Kenya, pour l'Afrique de l'Ouest – Ouédraogo Awa Dabiré du Burkina Faso, pour l'Afrique Australe – Emanuela Paulo Mondlane Sidumo du Mozambique, pour l'Afrique Centrale – Marthe Kingué du Cameroun et pour l'Afrique du Nord – Ourida Chouaki de l'Algérie.

Le 30 Mai, les activistes de la Marche en Afrique se sont jointes à plus de 200 femmes des 6 communes de Bamako dans une manifestation très colorée et rythmée par les tamtams. Il y avait des femmes peulh, sonrai, touareg, bamanan, manding, khashonké, dogon, soninké, entre autres. La marche a commencé au centre Aoua Keita, et s'est terminée à la Bourse du travail (deux lieux symboliques pour les femmes du Mali) : Aoua Keita est la première femme députée du Mali, une pionnière de la lutte pour la promotion des femmes dans les années 1960. Pendant les révoltes de 1991, le peuple, les travailleurs en grève, les étudiants, les femmes, se réunissaient devant la Bourse du travail, et c'est là que le nouveau président, qui a renversé l'ancien dictateur, est venu les rencontrer.

Les Champs d'action vus par les femmes d'Afrique

Autonomie économique : un enjeu stratégique

Les femmes ont partagé leurs expériences : les activités génératrices de revenus, l'implication des femmes dans les réformes agraires, la promotion de l'économie solidaire, le renforcement de capacités, l'élaboration et la vulgarisation du Code de la famille, le plaidoyer pour l'héritage, la scolarisation des femmes et des filles, l'alphabétisation, la promotion



Le rencontre a finit avec une manifestaion dans les rues de Bamako

de la gratuité des frais d'accouchements et les mutuelles de santé sont perçus comme autant d'opportunités pour sortir les femmes africaines de la dépendance financière. Ces revendications concernent le droit de tous les travailleurs et travailleuses à un emploi et à une juste rémunération, ainsi que l'accès des femmes à la terre, et aux intrants.

Le bien commun et les services publics : lutter contre les privatisations et pour des changements de comportements

Les activités proposées : le plaidoyer pour l'accès aux services sociaux de base ; la mise en place ou l'intégration à des comités de lutte contre la corruption ; la réalisation de campagnes d'information, d'éducation et de communication ; la lutte contre les privatisations et l'exploitation sauvage des ressources naturelles.

Les revendications prioritaires sont l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement basique ; la réforme agraire et la promotion de l'agro-écologie. Des engagements ont également été pris par les femmes sur la création et le renforcement des liens entre les femmes des milieux urbains et ruraux à travers l'expérimentation des ventes directes, des marchés de producteurs ; la préparation et la distribution collective d'aliments ; la réaffirmation des principes et le renforcement du combat pour la souveraineté alimentaire ; la dénonciation des peuples du Nord comme redevables pour leurs consommation et leur style de vie ; la lutte pour des changements de modèles de consommation et de production.



Les integrantes de la coordination africaine elues pendant le rencontre : Wilhelmina, Emanuela, Diana, Ourida, Awa, Marthe et Nana Aicha.

Violences envers les femmes : axer les actions sur la sensibilisation et la lutte contre l'impunité

Plusieurs actions ont été citées : la sensibilisation sur la problématique de la transmission volontaire du VIH SIDA ; la sensibilisation des parents sur les mariages précoces et forcés ; la sensibilisation sur les pratiques de l'excision ; la vulgarisation de la loi sur le harcèlement sexuel.

Concernant les points prioritaires, il y a entre autres : le vote d'une loi contre la pratique de l'excision dans les pays où elle n'existe pas et le suivi de son application ; l'application des peines effectives des auteurs de violences envers les femmes dans les situations de guerre. Les femmes se sont

également engagées à plus de cohésion et de solidarité entre femmes africaines et à éviter la récupération politique des mouvements par les gouvernements.

Paix et démilitarisation : éviter l'instrumentalisation

Plusieurs activités ont été enregistrées, par exemple, la sensibilisation sur les méfaits des armes légères, la récupération et destruction des armes de guerre, le plaidoyer contre la prolifération des armes légères et de petits calibres ; la réalisation d'un projet de soutien à la réconciliation et à la réintégration socio-économique des ex-combattants, des rescapés des génocides et des prisonniers génocidaires.

Les points prioritaires relevés sont l'application des peines effectives et lourdes aux auteurs de violences envers les femmes dans les situations de conflits (armées, forces paramilitaires, guérillas, casques bleus de l'ONU, ainsi que les conjoints ou parents) ; la participation des femmes dans les processus de prévention, de gestion des conflits et dans les processus de maintien de la paix et de reconstruction après les conflits ; le retrait des armées militaires étrangères dans les pays où les conflits sont finis et où les accords militaires ont expiré.

Pour finir, les participantes ont recommandé, en outre, que des comités d'alerte soient mis en place par les organisations de la société civile.

2009 : L'ANNÉE DES RENCONTRES RÉGIONALES DE LA MMF

Auparavant, c'était l'Europe qui, en tant que région, abritait les rencontres périodiques des Coordinations ; des déléguées issues de plusieurs Coordinations Nationales (CN) se réunissent tous les 6 ou 8 mois. Dans d'autres régions, les activistes de la MMF de différents pays ont profité des opportunités (Forums sociaux, événements organisés par des alliés, rencontres internationales, etc) pour se réunir et discuter de la MMF au-delà des frontières nationales, sans toutefois ne jamais avoir eu la possibilité de se rencontrer dans leur région en tant que mouvement.

Ce cadre a changé en 2009... Comme

vous venez de le lire, notre première rencontre régionale - en Afrique - a eu lieu à Bamako, au Mali, du 28 au 30 mai. Elle a été organisée par Aicha et Wilhelmina, les représentantes du Comité International et par la CAFO (Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali), une des coordinations de la Coordination Nationale au Mali. En août, ce sera au tour de la région des Amériques de tenir une rencontre régionale qui se déroulera en Bolivie, du 10 au 12. Des déléguées d'environ 15 CNs, venues d'Amérique du sud et du nord, se réuniront afin de discuter la conjoncture politico-socio-économique régionale et nos

quatre Champs d'action, renforcer la MMF dans les Amériques, construire un programme régional de travail, et faire le planning des actions et mobilisations des Amériques dans le cadre de l'Action internationale de 2010.

La Rencontre régionale en Asie-Océanie aura lieu en septembre à Quezon City, aux Philippines. Ce sera l'opportunité pour les CNs de la région - y compris le Sud et Sud-Ouest de l'Asie et le Pacifique - de se rencontrer pour la première fois dans un lieu autre que celui des Rencontres internationales de la MMF, et d'inviter les copines d'autres pays où la MMF est présente (mais pas encore comme une CN)

à les rejoindre pour discuter la consolidation et le développement de la MMF au sein de leur région et partager leurs projets pour 2010. Le mois suivant, les 24 et 25 octobre, la Coordination Européenne se réunira pour la seconde fois cette année (cf le Bulletin - édition de mars - Nouvelles de la première rencontre). Cette fois-ci, à Thessalonica, en Grèce. Outre le débat politique sur la paix et la démilitarisation, les copines européennes cherchent à renforcer la présence de la MMF dans l'Europe du Nord et de l'Est en invitant des femmes de ces pays à y participer, et à mettre au point leur projets régionaux pour l'Action Internationale de 2010.

RÉUNION DU CI : PRÉPARATION DE L'ACTION DE 2010 ET MOBILISATION

La mise au point des textes concernant les quatre champs d'action de la MMF pour 2010 ainsi que la discussion sur la préparation des rencontres régionales (qui auront lieu en Afrique, Amériques, Asie-Océanie et Europe) ont été les principaux sujets traités lors de la réunion du Comité International de la MMF (CI) qui s'est tenue entre les 1 et 4 avril, à São Paulo, au Brésil. Ça a été la première réunion après celle en Galice et toutes les membres ont été présentes, à l'exception de Gladys Alfaro (Mexique) qui n'a pas été en mesure d'y participer étant donné son état de santé. La veille, le 30 mars, les membres avaient aussi participé à la manifestation qui a eu lieu à l'occasion de la semaine de la mobilisation mondiale contre la crise et le capitalisme.

De plus, la réunion a compté un débat de la conjoncture économique (la crise économique, la situation des accords de libre échange en Afrique et l'intégration régional en tant qu'alternative de réponse à la crise) et a aussi traité des sujets liés aux activités régulières de la MMF : évaluation de la Rencontre internationale en Galice et la mise au point des comptes-rendus, la planification de l'évaluation du plan stratégique 2007-2010, la présentation du rapport financier du CI et Secrétariat International (SI) ainsi que les informations sur les alliances (Forum Social Mondial, mobilisations globales et participations à d'autres événements).

En vue de l'Action internationale de 2010, non seulement les textes mais aussi la



La première réunion du CI après la rencontre internationale de Galice à discuter la crise et a finalisé les textes vers l'action de 2010.

logo marque présentée par le SI ont été discutés : des suggestions ont été faites et, suite à certaines modifications, la logo marque définitive a été mise au point (cf note ci-après). Le SI et le CI travailleront également sur la communication dans le but de donner de la visibilité aux histoires collectives de la lutte des femmes.

En ce qui concerne l'idée de faire faire une robe ou un objet dans le but d'harmoniser et symboliser l'action de 2010, nous attendons que Québec nous envoie davantage de détails sur la mise en pratique de cette idée car il n'est pas encore tout à fait sûr ni dans quels pays, ni à quelle

époque de l'année (soit mars, soit octobre) ces actions se tiendront. Ce qui a été décidé c'est que des actions auront lieu au Brésil, aux Philippines, au Mali et Pakistan au cours du mois de mars. En octobre, ce sera le tour du Québec et de l'Europe. Les CNs se réunissent encore pour définir certains points et elles ne nous ont pas encore fourni davantage de détails.

Finalement, nous avons discuté la formule de l'action au Sud Kivu (RD Congo).

Ce qui en est ressorti c'est qu'avant de prendre une décision, il vaudrait mieux attendre la Rencontre régionale Africaine et organiser une visite dans la région afin d'évaluer la situation et les possibilités logistiques. Nous avons aussi souligné qu'il était essentiel d'assurer que les femmes ressortissantes de l'Afrique soient massivement présentes à cette manifestation - surtout celles de la Région des Grands Lacs - ainsi qu'une représentante de la MMF venue de chaque région.

D'ICI À NOTRE ACTION INTERNATIONALE DE 2010

Québec :

La coordination québécoise de la Marche mondiale des femmes a commencé les préparatifs pour l'Action internationale de 2010. Nous marcherons du 12 octobre au 17 octobre 2010 avec un grand rassemblement national à Rimouski dans le Bas Saint-Laurent.

Une place importante est faite pour les régions du Québec. Dans toutes ces régions on travaille actuellement à l'organisation des marches régionales qui culmineront le 17 octobre 2010 dans la ville de Rimouski. De plus, nous sommes en train d'élaborer les revendications que nous porterons comme MMF dans le pays. Une vaste consultation sera effectuée auprès des groupes membres de la coordination québécoise de la MMF, nous permettant l'adoption des revendications.

En outre, un comité de travail fut créé afin d'élaborer le projet du vêtement de la solidarité pour faire un apport au niveau mondial.

Brésil:

Un séminaire national a eu lieu à São Paulo du 15 au 17 mai. Au long de trois jours, des membres de la MMF venues de 18 États brésiliens ont partagé et discuté l'histoire de la MMF au Brésil, la conjoncture socio-politique actuelle, nos Champs d'action, et les demandes qui se rapportent à chacun d'entre eux ainsi que l'Action Internationale de 2010.

En partant de la décision prise auparavant d'organiser une marche de 10 jours du 8 au 18 mars 2010 comme faisant partie de la 3ème Action Internationale, les membres ont discuté des caractéristiques de la marche qu'elles vont organiser. Voici quelques objectifs qui ont été retenus :

- Organiser une marche d'environ 100 km et de 3000 femmes, partant de Campinas et arrivant à São Paulo ;
- S'assurer que la Marche a un caractère national, même en ayant lieu à São Paulo ;



Commissions ont été mis em horaire de travail et de préparation par le progrès du Brésil vers 2010.

- Converser avec la société (les médias, les populations des villes où la marche va passer , etc), en mettant la lumière sur les luttes anticapitalistes, antipatriarcales, antiracistes menées par la MMF ;

- Organiser un processus de sensibilisation avant et au cours de la marche, car l'idée est que les participantes marchent pendant la matinée et prendront part à des activités l'après-midi ;

- Exprimer la solidarité des femmes brésiliennes envers les femmes d'autres pays pour faire preuve de solidarité internationale ;

- Dénoncer, demander et proposer des alternatives ;

- Négocier avec les gouvernements locaux et fédéraux des changements concrets dans la vie des femmes brésiliennes.

Le dernier jour du séminaire, les membres ont discuté le rôle fondamental de la MMF dans la préparation et la réussite de la marche de chaque état brésilien. Les militantes se sont engagées à rentrer dans leurs états et à discuter des résultats du séminaire national, des stratégies pour rechercher des fonds (chaque état prendra en charge ses frais de déplacement et de restauration jusqu'à Campinas), du nombre de participantes à la marche et de l'agenda des formations et activités de sensibilisation. En outre, dans le but de faciliter la préparation de la marche, trois commissions nationales ont été créées - financement, articulation politique (auprès des syndicats, alliés, autorités locales, etc) et méthodologie .

Matériel promotionnel à l'action de 2010 :

Visiter régulièrement la section du site internet dédiée à l'action de 2010 et retrouvez-y

les textes, les logo marques et d'autres matériels pouvant être employés pour préparer de l'Action :  <http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/es>

Dépliant

Vous trouverez à votre disposition sur le site de la MMF les versions en allemand, arabe et kiswahili du dépliant sur l'Action internationale de 2010. Dorénavant, les dépliants sont donc disponibles en sept langues. Téléchargez :  <http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/es>

Les Coordinations nationales qui auraient déjà traduit le dépliant vers leur langue locale peuvent envoyer les textes à l'adresse électronique suivante : communication@marchemondiale.org afin que nous puissions les faire figurer sur le site de la MMF.

Logo marque

La logo marque de l'Action de 2010 (cf image) est aussi à votre disposition ! Le Secrétariat International a déjà préparé un ensemble de matériels de mobilisation (affiches, autocollants, papiers à lettre). Téléchargez ces modèles dans la section du site indiquée ci-dessus.



ANALYSE THÉORIQUE ET DEMANDES PRATIQUES : UN NOUVEAU PAS VERS LA PRÉPARATION DE NOTRE TROISIÈME ACTION INTERNATIONALE.

En mai, nous avons eu la satisfaction de vous faire parvenir la version finale des textes de nos quatre Champs d'action (Violence envers les femmes, Paix et démilitarisation, Travail des femmes, Biens communs et services publics), résultat d'un long processus fructueux et démocratique de construction collective qui


a impliqué les militantes de la MMF à tous les niveaux. L'objectif de ces textes est de mobiliser les femmes et groupes de femmes dans nos pays afin de discuter de nos Champs d'action, au sein de la MMF et avec nos alliées, de se préparer d'un point de vue théorique à l'Action internationale de 2010, et de programmer nos

activités nationales et régionales de 2010.

Les textes comprennent non seulement des analyses théoriques de chaque Champ d'action, y compris notre position féministe, mais aussi les demandes de la MMF pour 2010 et nos engagements (actions, campagnes, etc) en tant que mouvement. Nous avons soigneusement réfléchi sur les demandes et engagements qui y figurent, nous les avons discutés longuement et nous les avons délibérément laissés plutôt vagues et peu spécifiques. L'idée est qu'ils soient adaptés aux niveaux régionaux et nationaux en tenant compte de la réalité et des contextes locaux. Les

rencontres régionales de la MMF qui auront ou ont eu lieu cette année permettront aux Coordinations nationales de discuter comment ces demandes et engagements peuvent devenir réalité dans chaque pays et CN de votre région. Nous vous encourageons à les discuter dans vos pays à l'avance de façon à ce que vos déléguée(s) présente(s) aux rencontres puisse(ent) représenter les idées de votre CN.

Les textes des Champs d'action sont disponibles et peuvent être téléchargés sous format Word et PDF sur notre site internet:

 <http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/text/en/>

LES LUTTES DES FEMMES ARABES



Résistance à l'occupation étrangère et au conservatisme religieux patriarcal ont été discutés lors du séminaire de Rabat.

Pendant le Séminaire de préparation du Forum Maghreb Machrek il y a eu un atelier sur la situation des femmes dans la région, habitée par des peuples arabes, amazigh, berbères, entre tant d'autres. Autour de 30 femmes de divers pays ont échangé sur l'histoire des luttes féministes et la vie quotidienne des femmes dans leurs pays. Les luttes des femmes sont liées aux luttes de libération nationale, surtout pendant les années 1960 - 1970 et à la résistance contre l'occupation étrangère, jusqu'à aujourd'hui.

Une partie des femmes sont plus présente dans les espaces publics, mais la majorité vit encore des situations de dépendance financière de leurs pères, maris ou frères. Beaucoup de femmes ont des emplois précaires ou sont au chômage. La situation est devenue

pire avec la privatisation des services publics qui découlent des politiques d'ajustement structurel et des accords de « libre » échange.

Les femmes sont présentes dans les luttes syndicales et contre les politiques néolibérales. Il y a aussi eu divers initiatives pour la scolarisation des femmes et des filles, pour la santé et contre la violence sexiste. Elles se mobilisent contre le trafic de femmes et contre les violences sexuelles utilisées dans les conflits et dans les actions de criminalisation des mouvements sociaux, comme façon d'humilier et disséminer la terreur.

Plusieurs campagnes sont menées pour changer les lois et la dépendance légale des femmes par rapport aux hommes de leurs familles. Des larges mobilisations pour le changement du Code de la Famille en 2000 au Maroc, dans le cadre de la Marche mondiale des femmes, ont abouti une victoire. Depuis cela les organisations féministes mènent des actions pour que cette victoire se traduise dans la vie quotidienne des femmes. En Iraq elles dénoncent l'article 41 de la Constitution qui permet le statut civil basé sur l'identité ethnique et ainsi ouvre la porte pour la loi *Shari'a* dans quelques parties du pays (voir article dans ce bulletin sur la réunion de la société civile iraquienne). En Algérie elles dénoncent le Code de la Famille approuvé en 1984 qui institutionnalise l'infériorité des femmes. Mais la corrélation de forces les restreignent à proposer des amendements concernant les pires articles. Il y a aussi une campagne qui implique la Palestine, la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Égypte sur le

droit des mères à transmettre leur nationalité à leurs enfants.

Les groupes féministes dans la majorité des pays de la région réalisent des services comme l'accueil de femmes victimes de violence ou l'appui aux besoins les plus urgents des femmes en temps de guerre. Elles osent parler de sujets tabous. Mais le défi est comment rapprocher ces activistes des femmes de la base, les plus pauvres et celles qui vivent dans les

milieux ruraux, où l'influence des conservateurs religieux ne cesse d'augmenter. Les actions pour les droits des femmes s'heurtent à une croissante présence des islamistes conservateurs qui tiennent au cœur la gestion de la famille dans un sens patriarcal.

Dans le cadre du Forum Social Maghreb Machrek plusieurs forums thématiques ont été proposés, comme un Forum sur les Femmes en Jordanie.

LA CONSTRUCTION DE LA SOLIDARITÉ ENTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE IRAQUIENNE ET LE MOUVEMENT GLOBAL

Invitées par l'Initiative de solidarité avec la société civile en Irak (ICSSI, en anglais) à participer à une réunion d'organisations de la société civile irakienne (36), de mouvements sociaux internationaux et d'ONGs (organisations non gouvernementales), deux militantes de la Marche mondiale des femmes venant d'Italie et du Pakistan sont restées trois jours - du 28 au 30 mars près de Rome, en Italie - à train de débattre et partager des stratégies dans le but de renforcer les liens et la solidarité entre l'Irak et le monde.

Les participant(e)s irakien(ne)s et internationales ont discuté les défis - sociaux-économiques, politiques, droits humains, législation et formation - auxquels la société civile irakienne est confrontée en ce moment. Voici les priorités retenues pour les campagnes internationales de sensibilisation (issues du compte-rendu officiel de la rencontre, il ne s'agit pas de la liste complète) :

- Animer une campagne pour l'abrogation de la loi 150 qui limite le droit des travailleurs de former des syndicats ;
- Animer une campagne pour améliorer la position des femmes dans la société, abolir l'Article 41 et supprimer les obstacles législatifs à l'égalité des « genre » ;
- Appuyer la formation de la société civile irakienne ;
- Développer des projets et des réseaux pour construire la paix, la non-violence et les processus de réconciliation interne ;
- Promouvoir la participation des jeunes dans la prise de décision.

Cinq groupes de travail (GT) ont aussi été réalisés organisés, l'un d'entre eux a discuté



Les participants ont examiné les défis auxquels la société civile à l'Irak est confrontée.

les droits des femmes. La MMF y a participé en tant que seul mouvement féministe international présent. Les huit groupes iraniens de femmes qui ont participé au GT ont relevé les principaux problèmes auxquels se confrontent actuellement les femmes en Irak. Les voici : la violence envers les femmes, l'analphabétisme, l'accès aux services de santé, le chômage (manque de pouvoir économique) et la législation. En ce qui concerne la législation, le défi actuel de la lutte visant à mettre fin à l'oppression des femmes dans le pays est la suppression de l'Article 41 de la nouvelle constitution qui donne lieu à des interprétations religieuses extrémistes de la loi islamique (comme la *Shari'ah*) qui « peut sanctionner la lapidation des femmes adultères, permettre que les fillettes soient forcées à se marier et que des hommes abandonnent leurs épouses en disant « Je te quitte » trois fois (<http://articles.latimes.com/2007/oct/09/world/fg-constitution9>) » .

Depuis cette rencontre, nous maintenons

contact avec quatre groupes de femmes sur huit qui y étaient présents. Nous partageons des documents et des renseignements de la MMF et nous les encourageons à nous préciser la façon dont nous pouvons appuyer leurs

luttons, surtout pour ce qui est de l'abolition de l'article 41. Nous espérons renforcer nos liens avec ces groupes de femmes tout au long de leur lutte contre l'oppression outrancière du patriarcat existant dans leurs pays.

LES FEMMES PROTESTENT CONTRE L'EMPRISONNEMENT ARBITRAIRE DES ACTIVISTES EN TURQUIE

La Marche mondiale des femmes a réalisé plusieurs actions auprès des représentations diplomatiques de Turquie (courriers et manifestations) pour protester contre l'emprisonnement arbitraire de 35 syndicalistes et activistes du mouvement des femmes dans ce pays.

35 activistes turques des mouvements syndicaux et des femmes ont été arrêté-es illégalement à la fin du mois de mai par les forces de la sécurité turque qui ont envahi les bureaux de la Confédération des Syndicats des employés de La Fonction publique (KESK) et du Syndicat des enseignants Egitim Sem, affilié à la KESK. Lors de la perquisition, des ordinateurs, des CDs et des documents de travail des syndicats et du mouvement féministe, comme ceux qui se rapportaient au congé maternité et la violence sexuelle contre la femme, ont été saisis.

Il n'y avait pas d'accusation formelle et les accusé-es ne savent pas pourquoi elles/ils ont été arrêté-es puisque le procès légal se poursuit de manière confidentielle.

Nous avons commencé une campagne de solidarité et de protestation qui a inclue l'envoi des lettres de répudiation aux autorités turques et des actions devant des ambassades et consulats turques. En Turquie, les syndicats affiliés au KESK ont organisé des manifestations fortes et leurs avocats ont débattu la décision de la Cour d'arrêter ces femmes et hommes. A la suite de ces actions, 21 militant-es ont été libéré-es pendant la première semaine de juin, alors que 14 autres, y compris deux membres de la MMF - Elif Akgul, ex-secrétaire des femmes du syndicat des enseignant-es, et Yuskel Mutlu, enseignante retraitée, membre de l'Association des Droits Humains et de l'Assemblée turque pour la Paix - se trouvaient encore en garde à vue.



Des manifestations devant les missions diplomatiques en Turquie ont eu lieu en Suisse, Brasília et São Paulo (photo), au Brésil.

Depuis, cependant, quelqu'un-es des militant-es originalement arrêté-es et libéré-es ont été de nouveau arrêté-es. Une des membres de KESK a été arrêtée le 8 juin pendant qu'elle visitait ses ami-es en prison, mais a été libérée le même jour. Après, le 16 juin, 8 autres militant-es ont été de nouveau arrêté-es. Il reste actuellement 22 militant-es en prison en Turquie.

L'action du gouvernement turc est perçue par divers mouvements sociaux à travers le monde, y compris le mouvement international des femmes et les confédérations syndicales, comme une tentative évidente de criminaliser les mouvements sociaux, ainsi qu'une violation du droit démocratique d'organisation. Des actions partout dans le monde continuent à demander la libération immédiate de tous ceux et toutes celles qui sont encore en garde à vue, la fin de la répression des mouvements d'opposition, et ce y compris des mouvements de femmes, des syndicats et des associations des droits humains, et la restitution de tous les équipements et documents saisis.

LES SOMMETS RENFORCENT L'ORGANISATION DE LA LUTTE INDIGÈNE

Près de 1500 femmes ont participé au 1er Sommet des femmes des peuples autochtones qui s'est tenu à Puno, au Pérou dans le cadre du IV Sommet continental des peuples et nationalités autochtones d'Abya Yala (du 27 au 31 mai). La réunion a abouti à l'adoption d'un mandat et d'un ensemble de résolutions semblable à l'agenda des femmes autochtones dans les années à venir. En tout, les sommets des femmes, enfance, jeunesse et le sommet général ont rassemblé 6500 participantes de peuples originaires de 22 nations indigènes de Abya Yala et des peuples venus d'Afrique, des Etats-Unis, du Canada, du Cercle polaire et d'autres parties du monde.

Voici les sujets sur lesquels portent quelques accords du sommet des femmes : la prévention de la violence envers les femmes, réforme agraire comme moyen d'assurer la souveraineté alimentaire, soin et défense des immigré-es en tenant compte de la diversité culturelle, registre des terres et territoires, dépénalisation de la culture de la coca, retrait des entreprises étrangères multinationales présentes sur les territoires indigènes. A cela s'ajoute la demande d'une meilleure formation politique et davantage de lieux d'échange d'expériences dans différents domaines (économique, politique, social, culturel entre autres).

Finalement, il a été convenu la création de la « Coordination Continentale des Organisations autochtones », la décision a été prise de réaliser les prochains événements en Bolivie de 2011 dans le cadre du 5ème Sommet continental des peuples et nationalités auto d'Abya Yala.

Les femmes autochtones des groupes membres de la MMF au Brésil, Chili, Guatemala, et surtout au Pérou ont été présentes à l'événement. Deux jours auparavant, l'Assemblée de la Femucarinarap - Fédération des femmes paysannes, artisanes,



Les femmes de Femucarinarap, membre du MMF au Pérou, ont participé massivement dans le sommet de peuples indigènes, soit dans les rues soit dans les débats.

indigènes, natives et salariées au Pérou - avait eu lieu. Il s'agit d'un groupe membre de la MMF qui, lors du sommet, a retenu quelques propositions à discuter telles que le registre des terres pour les femmes ou la criminalisation et la solidarité.

Vous pouvez accéder (en espagnol) à la Déclaration du Sommet des femmes des peuples autochtones sur le lien :

http://www.movimientos.org/enlacei/iv-cumbre-indigena/show_text.php3?key=14473.

Vous avez également accès à d'autres renseignements et au bilan du sommet sur le site : <http://www.movimientos.org/enlacei/iv-cumbre-indigena/>

Criminalisation et morts des autochtones

Pendant le sommet, on a vivement rejeté la persécution des protestations sociales et la répression officielle des manifestations et actions en faveur de la défense des droits aux territoires et de la vie des peuples autochtones, surtout ceux de la forêt amazonienne, en grève depuis plus de 50 jours dans la région de Bagua.

Quelques jours après la fin du sommet, plus précisément le 5 juin, une répression violente des manifestants a provoqué plus de



Les membres des groupes de la MMM à Guatemala et au Pérou ont participé au reencontré.

30 morts (vous pouvez en lire plus sur le lien : <http://www.marchemondiale.org/news/mmfnewsitem.2009-06-11.1947480103/es>)

Suite à une forte campagne internationale de solidarité et de protestations, le gouvernement du président Alan Garcia a accepté certaines demandes du mouvement indigène (la suppression de deux décrets parmi 102 décrets législatifs) et a remis en place le processus de négociations. Bien que cette décision soit tardive et qu'elle ait coûté beaucoup de vies, le mouvement poursuit les négociations et la mobilisation : une grève nationale est prévue pour les 7, 8 et 9 juillet.

LA MOBILISATION DES ACTIVISTES DE LA MMF AU NÉPAL

La Coordination nationale créée au début de février 2008 au Népal s'est montrée très active au cours du premier semestre 2009. Et ce malgré le grand défi qu'elle a à relever : la recherche de fonds.

Voici les activités qu'elle a organisées :

- La production et distribution de dépliants de sensibilisation sur la MMF ;
- La réunion de la CN qui a eu lieu à Katmandou, lors du secrétariat du Civic Concern, et où les sujets suivants ont été

discutés : Violences et pauvreté, Paix et démilitarisation, Travail des femmes, Biens communs et accès aux ressources ;

- La réunion d'interaction de la zone région qui a eu lieu le 8 mars 2009 ;
- Des manifestations le 8 mars, dans plusieurs régions et districts du pays, tels que les districts de Dang, Khotang, Morang, Jhapa et Katmandou ;
- La construction de la solidarité avec d'autres organisations et la participation à la Journée mondiale des droits humains.

LES FEMMES PALESTINIENNES, LES FEMMES ISRAËLIENNES ET LEURS LUTTES

Femmes palestiniennes : lier luttes féministes et luttes de libération nationale

Les femmes palestiniennes vivent sous occupation depuis plus de 40 ans. Avant, elles avaient subi la nakba ou la grande catastrophe du nettoyage ethnique de 1948 lors de la création de l'État d'Israël ; la mémoire de cet événement demeure très vive et elle est transmise aux jeunes générations. Le gouvernement israélien cherche d'ailleurs à interdire la célébration de la nakba et même toute référence à ce terme.

Les femmes palestiniennes vivent sous le rouleau compresseur de

la colonisation, de la judéisation, de l'appropriation constante du territoire palestinien –territoire physique et territoire psychologique, espace vital et mental occupé par l'opresseur-. Les femmes palestiniennes vivent dans un enfermement systématique : leur «liberté» de mouvement s'arrête aux quelques 700 check points qui empoisonnent leur vie quotidienne et leur regard est obstrué à la vue des colonies juives qui peuplent les hauteurs de «leurs» collines et qui envahissent de plus en plus leur environnement immédiat. « Si Gaza est une prison à ciel ouvert à cause du terrible

blocus, toute la Cisjordanie est un immense camp de concentration... »

Les femmes palestiniennes auraient davantage participé à la première intifada, soulèvement populaire pacifique et moins à la seconde intifada dominée par la résistance armée. Y aura-t-il une troisième intifada avons-nous souvent demandé ? Sans aucun doute...mais impossible d'en prédire la forme. Pour l'instant, le refus de disparaître demeure tenace...et les femmes palestiniennes poursuivent leur longue lutte.

L'organisation-contact de la Marche mondiale des femmes en Cisjordanie

L'Union of Palestinian Women Committees (www.upwc.org.ps) s'agit d'une organisation/mouvement de base de femmes progressistes (4000 adhérentes en Cisjordanie et Gaza) travaillant dans une perspective laïque et démocratique et visant la construction d'une société civile basée sur le respect des droits des femmes. Ramallah, où se trouve leur siège social, est gouvernée par l'Autorité palestinienne dont elles se disent par ailleurs indépendante et même très critique. Elles se définissent comme «partie intégrale du mouvement des femmes palestiniennes et de la lutte nationale du peuple palestinien». Cette double lutte -non pas l'une ou l'autre mais l'une et l'autre- les amènent à analyser la situation des femmes (violences, discriminations, pauvreté, etc.) dans le contexte de l'oppression systématique et quotidienne de l'occupation et de la colonisation et de ce que cette situation provoque chez les femmes et chez les hommes palestiniens en termes d'inégalités de rapports et de violences, en termes d'humiliations et d'intériorisation de l'occupation.

Leur mouvement offre une variété impressionnante de services et d'activités pour répondre aux besoins des femmes : éducation civique; aide économique et accès à l'emploi ; poursuite des études en particulier auprès des jeunes filles vivant en zones rurales ; garderies et camps d'été pour les jeunes ; support aux

femmes monoparentales et jumelage avec familles palestiniennes vivant à l'étranger ; échanges culturels, etc. (voir leur site). Elles insistent beaucoup sur l'importance de la conscientisation politique des femmes, de l'appropriation de compétences en communication, leadership, négociation de manière à augmenter la participation des femmes dans tous les lieux décisionnels et dans le processus électoral comme électrices et comme candidates. Cette organisation est très active dans la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions et leur présidente fait partie du comité de coordination national palestinien (www.bdsmovement.net)

Femmes israéliennes : la lutte des féministes «contre» le projet israélien d'occupation/colonisation/apartheid

La critique la plus virulente de la société israélienne ce sont les féministes israéliennes, jeunes et moins jeunes. Si les Femmes en Noir (<http://www.womeninblack.org/>), continuent toujours de faire leur vigile hebdomadaire contre l'occupation, une des co-fondatrices de ce mouvement a expliqué la « colonisation » du mouvement des femmes israélien pour la paix par le courant féministe libéral inspiré du sionisme de gauche avec lequel il est impossible de travailler quand on prétend s'attaquer à l'occupation et à la colonisation. Une nouvelle génération de jeunes féministes -plus radicales et nourries par les courants de l'activisme pacifique- occupent d'ailleurs la scène politique. La Coalition of Women (www.coalitionofwomen.org) dénonce évidemment les injustices faites au peuple palestinien à travers de nombreuses actions. Mais elles agissent aussi contre ce que la violation systématique du droit international et du droit israélien par le gouvernement et l'armée israéliennes sont en train de faire à la société israélienne elle-même :i.e. la conforter et la maintenir en tant que société fortement militarisée, chauvine et sexiste, ayant développé une «culture de guerre» dans tous les aspects de la vie, une culture machiste qui se reproduit

dans les rapports sociaux en particulier entre les femmes et les hommes.

Les jeunes féministes israéliennes dénoncent cette société dont l'État se prétend au-dessus des lois et qui n'hésite pas à les violer en faisant fi de la démocratie ; une société raciste envers ses propres citoyens -les juifs arabes d'abord mais aussi les juifs orientaux et nord-africains considérés comme « inférieurs ». Elles mènent des campagnes pour faire comprendre à la société israélienne le coût de l'occupation et de la colonisation (voir la campagne *Who profits ?*) et sont à mettre en branle une campagne d'appui intérieur au mouvement international de boycott, désinvestissement et sanction (*Boycott from within*).

Le style d'organisation -horizontale et collective-, le souci de donner une place et une voix aux femmes discriminées, la philosophie et le choix des actions rappellent les jeunes rebelles et féministes radicales, impliquées dans des actions de résistance pacifique partout à travers le monde.

Pour la suite des choses. Notre solidarité avec ces mouvements de femmes palestiniens et israéliens peut de



Une délégation canado-québécoise de 14 organisations de la société civile dont la FFQ et la Marche mondiale des femmes a séjourné en Palestine occupée et en Israël du 13 au 28 mai dernier pour développer des liens de solidarité avec la population palestinienne. Ici manifestation de la délégation au poste frontière d'Érez suite au refus des autorités militaires israéliennes de laisser entrer le groupe à Gaza. Ce geste s'inscrivait dans le mouvement international de sit-in pour faire lever le siège de Gaza

déployer sur plusieurs registres et à travers de nombreuses actions : délégations de groupes de femmes en territoires occupés en particulier à Gaza, et invitation de féministes palestiniennes dans nos pays ; dialogue avec les féministes israéliennes ; appui aux actions de résistance telle Bil'in (<http://www.bilin-village.org/>), et surtout, surtout implication dans la campagne internationale de boycott, désinvestissement et sanctions contre les politiques israélienne. Au travail donc !

LA MMF ET LES MOBILISATIONS GLOBALES EN 2009 !

Les manifestations du 8 mars ont marqué l'ouverture de l'agenda des luttes communes de l'année qui avait été défini pendant l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum Social Mondial (FSM) à Belém (Pará - Brésil). Outre la journée internationale des femmes, l'agenda des luttes programmées pour le premier semestre comprenait le 17 avril

(Journée de la lutte pour la réforme agraire), le 1er mai (Jour international du travail) et surtout la période comprise entre le 28 mars et le 4 avril (Semaine de l'action globale contre le capitalisme et la guerre).

Dans le même esprit que celui de la Déclaration de l'Assemblée des femmes qui s'est aussi tenu lors du FSM, dans plusieurs

pays cette année, les manifestations du 8 mars se sont élevées contre le modèle de développement capitaliste responsable de la crise qui touche l'ensemble de la planète et dont une des bases est l'oppression des femmes. Les manifestations ont dénoncé, entre autres questions importantes, les réponses superficielles apportées à la crise, réponses qui ne font qu'augmenter la concentration des richesses et reproduire le système capitaliste patriarcal et raciste.

Afin de voir le relevé et les photos de quelques actions menées le 8 mars par les membres et les coordinations nationales de la MMF, visitez le lien :

<http://www.marchemondiale.org/actions/2009/03082009/en>

La MMF a également participé à la Semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre, marqué par 3 événements :

* **le 28 mars** : Des mobilisations lors du sommet du Groupe des 20, G20 composé par des représentants des banques centrales et des gouvernement des 20 pays qui représentent les deux tiers du commerce mondial et de la population mondiale et plus de 90 % du produit national brut ainsi que par des représentants de la Banque mondiale et du Fond Monétaire International (FMI). Le G20 s'est réuni à Londres (Royaume Uni) au début du mois d'avril.

* **le 30 mars** : Journée de mobilisation contre la guerre et la crise, et journée de solidarité avec le peuple palestinien. Cette date marque la Journée de la terre - en Palestine et rappelle un des massacres effectué par Israël contre les palestiniens, en 1976 en Galilée. Cette date a été choisie pour impulser la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël.

* **le 4 avril** : C'est le jour qui marque les 60 ans de OTAN - Organisation du Traité de l'Atlantique Nord - alliance de coopération militaire formée par des pays d'Europe et les Etats-Unis. L'OTAN s'est réunie les 3 et 4 avril à Baden-Baden et Kehl en Allemagne et à Strasbourg en France.

A l'occasion de cette semaine, il y a eu des manifestations dans divers pays



À São Paulo, les integrantes du Comité international de la MMF ont participé à la manifestation organisé le 30 mars par les syndicats et les mouvements sociaux dans le pays.

partout dans le monde : Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Bésil, Canada, Catalogne, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Holande (Pays Bas), Inde, Italie, Norvège, Pays Basques, Pakistan, Québec, Kenya et Royaume-Uni (Écosse et Angleterre)

Mobilisations prévues pour le second semestre

La prochaine grande journée de lutte retenue lors de l'Assemblée des mouvements sociaux aura lieu le 12 octobre, date de la mobilisation globale de lutte pour la Terre Mère, contre la marchandisation de la vie, la contamination et la criminalisation sociale.

Le 12 octobre marque l'arrivée des Espagnols dans les Amériques. Dans ce continent, sous l'influence des peuples indigènes, cette date est devenue la journée contre l'ethnocide découlant de la conquête,



La MMF a été présent à Strasbourg avec des militants de la France, de Macédoine et Royaume-Uni.



Activistes de l'Algérie, Belgique, Brésil, États-Unis, le Mexique et le Maroc participent des réunions de l'Assemblée des mouvements sociaux à Rabat (Maroc), en mai, à l'occasion de la réunion du Conseil international du FSM. Ils ont fait le bilan des mobilisations mondiales du premier semestre et ont discuté la préparation des prochaines actions.

et contre le capitalisme qui détruit la planète. La semaine de mobilisation s'achève le 16 octobre avec la Journée pour la souveraineté alimentaire. Entre autres actions, des manifestations dans plusieurs villes et à la campagne, des gardes devant les représentations de l'ONU et des forums de discussion sont programmés.

En outre, un Tribunal de justice climatique se tiendra le 16 octobre à Cochabamba en Bolivie.

Il constituera une des éléments d'articulation stratégique en vue de la Conférence du Protocole de Kyoto qui aura lieu en décembre à Copenhague.

Tous les CNs de la MMF et les groupes de membres sont invités à organiser des actions avec d'autres mouvements sociaux en vue de cette semaine à laquelle s'ajoutera le 17 octobre - Journée Mondiale du refus de la misère. Il s'agira là d'un moment de mobilisation fondamentale pour notre action internationale de 2010.

AGENDA

8 au 10 juillet : Réunion G8, L'Aquila, Italie

20 au 21 juillet : Réunion du Conseil Hémisphérique du Forum Social des Amériques, Asunción, Paraguay

21 au 22 juillet : Conférence sur la crise et intégration, Asunción, Paraguay

23 juillet : Sommet des peuples du Sud, Asunción, Paraguay

10 au 12 août : Rencontre régionale des Amériques de la MMF, Cochabamba, Bolivie

21 au 23 août : Forum contre les agrobusiness, Asunción, Paraguay

PROCHAIN BULLETIN:

Rencontre régionale des Amériques de la MMF, Cochabamba, Bolivia

Forum contre les agrobusiness, Asunción, Paraguay

Les préparations continuent pour notre Action internationale de 2010

Changements climatiques

Nous envoyez, s'il vous plaît, des nouvelles et photos des activités et mobilisations de votre CN, **jusqu'au 10 août**, pour qu'elles puissent être incluses dans le troisième bulletin de 2009.

Comité international de la MMF :

Miriam Nobre (Secrétariat International), Nana Aicha Cissé et Wilhelmina Trout (Afrique), Emilia Castro et Gladys Alfaro (Amériques), Jean Enriquez et Saleha Athar (Asie), Tereixa Dacosta et Michèle Spieler (Europe)

Secrétariat International de la MMF :

Rua Ministro Costa e Silva, n° 36
Pinheiros,
São Paulo, SP
Brésil
Code postale : 05417-080
Tel. : +55 11 3032-3243
Fax : +55 11 3032-3239
E-mail : info@marchemonddiale.org
Site : www.marchemonddialesdesfemmes.org

Equipe SI :

Alessandra Ceregatti, Celia Alldridge, Júlia Clímaco, Miriam Nobre

Elaborations de textes :

Alessandra Ceregatti, Assa Diallo, Celia Alldridge, Emilia Castro, Miriam Nobre, Narayan Niraula, Lorraine Guay, Yildez Temurturkan

Traducción y revisión:

Anne Kepple, Awa Ouedraogo, Celina Lagrutta, Claudine Charran, Daniela Martins, Martin Carbonell, Mónica Salom, Natasha Salles, Nelly Martin, Sylla Nenê Mariama.

Fichiers : Alessandra Ceregatti, Júlia Clímaco, Ehab Lotayef, Archives de la MMMF

Mise en page : Luciana Nobre

Appuis : Oxfam NOVIB, Fondo Global para Mujeres, Fund for Nonviolence, Oxfam GB Sur América, Desarrollo y Paz, E-CHANGER.

São Paulo, juillet de 2009.